



Direction  
Référence : EAU/ACP/24/0006  
Dossier suivi par : Service autorisations - LWA  
Tel.: 24556 - 920 (08:30 - 11:30)  
Email : autorisations@eau.etat.lu

Signé à Esch-sur-Alzette

## Accord de principe

Objet	PAP "Rue de Flaxweiler" (Phase 1) à Potaschberg
Maître d'ouvrage	Denis Consulting S.à r.l.
Bureau d'études	B.E.S.T. s.à r.l.
Plans	<ul style="list-style-type: none"><li>- Mémoire technique et calculs hydrauliques</li><li>- Plan n° 221047-11-002201b : Entwässerungslageplan</li><li>- Plan n° 221047-11-002202 : Gesamtkonzept Entwässerung</li><li>- Plan n° 221047-11-004201 : Schnitte und Details RRB</li><li>- Plan n° 221047-10-001 108a : Proposition d'Aménagement</li><li>- Extrait du plan cadastral</li><li>- Plan n° 0710_pag : Plan d'aménagement général</li></ul>

Après une étude **sommaire** du projet et des plans y afférents et au regard des aspects tombant sous le champ d'application de la loi modifiée du 19 décembre 2008 et généralement des législations en vigueur relatives à l'eau, l'Administration de la gestion de l'eau ne formule pas d'objection a priori quant à la faisabilité du projet et ne s'oppose pas à son avancée.

Cependant, si l'étude **approfondie** du dossier lors des phases subséquentes de la procédure d'autorisation démontre que le projet a un impact négatif sur les ressources hydriques, et que par conséquent, certains paramètres de construction ou emprise ne sont finalement pas réalisables, ou nécessitent des alternatives, ou que l'octroi de certaines autorisations n'est pas possible, l'Administration de la gestion de l'eau ne saurait être tenue d'une quelconque responsabilité, le présent accord de principe ne visant qu'à permettre l'avancée de la planification.

Il appartient au requérant sollicitant cet accord de principe, de s'assurer au préalable que le projet soumis n'est pas fondamentalement contraire à la législation et les servitudes en vigueur. Il conviendra cependant de s'assurer lors de la planification que cette dernière reste conforme aux dispositions légales et servitudes en vigueur.



L'accord de principe ne vaut en aucun cas une autorisation et ne préjudicie en rien l'octroi ou le refus de celle-ci.

**Remarque**

Le certificat d'assainissement, fourni par l'exploitant, attestant que la station d'épuration dispose de suffisamment de capacité pour traiter les eaux usées générées par le PAP est à joindre à la demande d'autorisation.

La Directrice adjointe,  
Magalie Lysiak